

Résolution

Préparer le CSEE aux défis à venir

Soumis pour adoption par le STU (Suède), le DLF (Danemark), l'OAJ (Finlande) et l'UEN (Norvège) à la Conférence du CSEE, la Conférence régionale de l'Internationale de l'Éducation, adopté le 26-27 novembre 2024

Le CSEE a évolué au fil du temps, à mesure que l'organisation élargissait son implantation géographique et intégrait davantage d'organisations membres. L'histoire de l'Europe durant cette période est marquée par de grands changements, notamment l'élargissement de l'Union européenne vers l'est.

Depuis sa création, le CSEE porte la voix de ses organisations membres en militant pour une éducation de qualité et des conditions de travail décentes dans le secteur de l'éducation au niveau européen.

Alors que nous nous penchons sur ce long parcours, nous devons réaffirmer notre vision commune de l'objectif du CSEE et nous préparer à relever les défis à venir. Cette vision commune nous aidera également à prendre des mesures concrètes garantissant que l'organisation est adaptée aux ressources humaines et financières disponibles.

Les organisations membres du CSEE reconnaissent ce qui suit :

1. Les buts et objectifs du CSEE tels que mentionnés dans le règlement intérieur du CSEE et les statuts de l'IE
2. La représentativité des instances de gouvernance du CSEE soutient la démocratie et renforce son influence à la fois en interne et en externe ;
3. La représentativité des instances de gouvernance du CSEE est essentielle pour que les organisations membres aient confiance dans ses prises de décision et sa capacité de leadership.
4. La structure actuelle du comité et du bureau et les pratiques et procédures administratives ont été mises en place pour une zone géographique plus petite et moins d'organisations membres ;

5. Le niveau des activités du CSEE a considérablement augmenté, ce qui fait peser davantage de contraintes sur les organisations membres, les instances de gouvernance et le secrétariat du CSEE ainsi que sur leurs ressources financières ;

La Conférence du CSEE mandate son Comité pour :

6. Réaliser une évaluation et fournir des recommandations pour élaborer une nouvelle vision commune de la manière de mettre en œuvre les buts et objectifs du CSEE conformément aux ressources humaines et financières disponibles ;
7. Définir et désigner une instance adaptée pour discuter et formuler des recommandations sur les possibilités d'amélioration de l'équilibre et de la représentativité des structures de gouvernance européennes, afin de garantir qu'elles reflètent la totalité des membres de la région européenne de l'IE à long terme.
8. Le processus d'évaluation devra inclure :
- a) une analyse de la manière dont le CSEE et ses organisations membres peuvent renforcer leur impact politique en tant que partenaire social européen et, sur la base de l'analyse, des recommandations concernant les priorités, l'objectif et l'organisation du CSEE ;
 - b) un état des lieux formel :
 - de la taille, de la structure, du rôle et des compétences des instances de gouvernance du CSEE ;
 - de la composition, de la taille, du rôle et des compétences des autres instances au sein du CSEE ;
 - du rôle, des mandats et des fonctions du/de la président·e, vice-président·e et trésorier·ère ;
 - du dialogue structurel et politique au sein de l'organisation ;
 - c) Si nécessaire, la préparation de propositions de modification du règlement intérieur du CSEE, conformément aux statuts et au règlement intérieur de l'IE, y compris une analyse des conséquences financières ;
 - d) Des rapports réguliers au Comité du CSEE, en vue de formuler des recommandations finales au Comité du CSEE lors de sa deuxième réunion en 2026, afin de garantir que si nécessaire, des propositions concrètes seront faites par le Comité à l'occasion de la prochaine conférence ordinaire du CSEE en 2028.